

COMITE PERMANENT DES PROGRAMMES ET DES FINANCES

Vingt et unième session

FONDS DE L'OIM POUR LE DEVELOPPEMENT

(Rapport d'activité pour la période allant du 1^{er} janvier au 30 septembre 2017)

FONDS DE L'OIM POUR LE DEVELOPPEMENT **(Rapport d'activité pour la période allant du 1^{er} janvier au 30 septembre 2017)**

Contexte

1. Le Fonds de l'OIM pour le développement, créé par la résolution du Conseil n° 1035 du 29 novembre 2000, fait l'objet d'une présentation d'ensemble aux sessions du Comité permanent des programmes et des finances.
2. L'allocation et l'application du Fonds obéissent à la résolution du Comité exécutif n° 134 sur les processus et mécanismes budgétaires du 3 juillet 2012¹. La note d'orientation 2017 sur le Fonds de l'OIM pour le développement décrit les caractéristiques du Fonds et fournit des indications pratiques sur le fonctionnement et l'administration de ce dernier. Elle peut être consultée dans les trois langues officielles de l'Organisation à la rubrique du site Internet du Fonds (<http://developmentfund.iom.int/>).
3. En ce qui concerne les deux lignes de crédit du Fonds, la deuxième ligne fonctionne globalement comme la première, à cette différence majeure que les Etats Membres visés par les dispositions de l'article 4 de la Constitution de l'OIM ne peuvent pas bénéficier d'un financement au titre de cette deuxième ligne de crédit².

Administration du Fonds

4. En 2017, le Fonds de l'OIM pour le développement dispose de 8 926 623 dollars E.-U.³ (y compris les dépenses administratives et celles afférentes au système PRIMA). Un montant de 1 422 236 dollars E.-U. est alloué pour des financements au titre de la première ligne, qui comprend 1,4 million de dollars E.-U. de revenus de soutien opérationnel (voir le document C/107/6/Rev.1), et 22 236 dollars E.-U. de crédits non utilisés provenant de projets clôturés relevant de la première ligne. Un montant total de 7 504 387 dollars E.-U. est disponible pour des financements au titre de la deuxième ligne, qui comprend 6 127 496 dollars E.-U. de revenus de soutien opérationnel, 395 928 dollars E.-U. de crédits non utilisés provenant de projets clôturés relevant de la

¹ La résolution du Comité exécutif n° 134 dispose, au paragraphe 1 de la section IV, que « le Directeur général est invité à allouer un montant d'un million quatre cent mille dollars des Etats Unis, prélevé sur les revenus de soutien opérationnel, pour l'élaboration de projets de migration en faveur d'Etats Membres en développement et d'Etats Membres en transition, sur la base d'une distribution régionale équitable, sans préjudice des fonds déjà alloués à cet effet (première ligne de crédit) ». Au paragraphe 2 de la section IV, il est précisé que « vingt-cinq pour cent des revenus de soutien opérationnel (non compris l'allocation pour les dépenses de sécurité) au-delà de 20 millions de dollars E.-U. seront réservés au Fonds de l'OIM pour le développement au titre du financement de la deuxième ligne », tandis qu'au paragraphe 3 de la même section il est stipulé que « le montant total mis à la disposition du Fonds de l'OIM pour le développement (hormis les contributions volontaires directes) ne peut dépasser le total des revenus divers (contributions sans affectation spéciale et intérêts créditeurs) ».

² La résolution du Comité exécutif n° 134 dispose, au paragraphe 5a) de la section IV, que « l'accès au financement par la deuxième ligne de crédit sera lié à la situation des Etats demandeurs au plan de leurs contributions assignées, et [que] ceux d'entre eux qui seraient visés par les dispositions de l'article 4 ne pourront en bénéficier ». L'expression « visés par les dispositions de l'article 4 » désigne la situation d'un Etat Membre dont le montant actuel des arriérés de paiement au titre de ses contributions financières à l'Organisation est égal ou supérieur à la somme des contributions dues par lui pour les deux années écoulées, et dont la perte du droit de vote conformément à l'article 4 de la Constitution de l'OIM devient effective une année plus tard si, à ce moment-là, il est encore redevable d'arriérés dans la même mesure. Cette expression ne désigne pas un Etat Membre dont la perte du droit de vote est devenue effective mais dont le droit de vote a été maintenu ou rétabli par le Conseil s'il apparaît que le défaut de paiement est dû à des circonstances indépendantes de la volonté de l'Etat Membre.

³ Les Gouvernements de l'Autriche, de la Belgique et des Etats-Unis d'Amérique ont versé des contributions sans affectation spéciale qui font partie des revenus de soutien opérationnel alloués au Fonds de l'OIM pour le développement.

deuxième ligne, 630 676 dollars E.-U. versés par le Gouvernement de Suède, 350 000 dollars E.-U. versés par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, et 287 dollars E.-U. provenant de contributions privées versées par des particuliers en ligne.

5. Conformément à la tendance observée ces dernières années, les demandes de financement de projets reçues en 2017 ont augmenté, en partie à la suite de l'accroissement du nombre de Membres de l'OIM. Les initiatives de collecte de fonds se poursuivent en vue d'augmenter les crédits mis à la disposition des Etats Membres qui remplissent les conditions requises.

6. En 2017, les propositions de projet concernaient les domaines suivants : migration de main-d'œuvre ; migration et développement ; migration, environnement et changement climatique ; lutte contre la traite ; migration et santé ; profils migratoires ; gestion de l'immigration et des frontières ; et politique de migration.

7. Les allocations financières réelles par rapport aux fonds disponibles sont conformes aux prévisions, 76 % du financement total ayant été alloué à la fin du troisième trimestre de 2017.

8. Au 30 septembre 2017, 131 projets actifs étaient administrés par le Fonds de l'OIM pour le développement.

Système PRIMA d'information et de gestion des projets

9. Le système PRIMA permet de saisir et de stocker des descriptifs de projet essentiels et d'importantes données relatives aux projets du Fonds de l'OIM pour le développement, d'un bout à l'autre du cycle de vie des projets, afin de faciliter leur suivi et l'établissement des rapports, de même que le processus d'exécution et d'approbation des projets associant les parties prenantes pertinentes des bureaux de pays, des bureaux régionaux, des centres administratifs et du Siège. Il doit, en outre, améliorer l'accès aux données et aux rapports concernant des projets précis, ainsi qu'aux informations sur le Fonds. Le Comité permanent des programmes et des finances a été tenu informé de l'état d'avancement du Système par de précédents rapports qui lui ont été soumis.

10. Le système PRIMA a permis d'élaborer 214 notes conceptuelles ou propositions de projet. Au total, 105 bureaux de l'OIM (y compris des bureaux régionaux) se servent du système pour élaborer et examiner ces initiatives. En août 2017, on a dénombré 6 185 consultations de PRIMA.

11. Le système PRIMA est particulièrement utile pour l'établissement des rapports et le suivi de la mise en œuvre des projets. Il est aussi un outil précieux pour les nouveaux membres du personnel qui ont besoin d'accéder rapidement à tous les documents pertinents et aux informations les plus récentes sur le statut d'un projet. Enfin, il permet aux bureaux régionaux de surveiller la mise en œuvre d'activités dans la perspective d'évaluations sur place sans devoir demander la documentation requise par courriel.

Examen de pratiques exemplaires

12. En 2017, le Fonds de l'OIM pour le développement procède à l'examen de tous les projets achevés depuis 2005, en s'intéressant plus particulièrement au renforcement des

capacités permettant d'élaborer des politiques migratoires et à l'élaboration proprement dite de ces dernières. Cet exercice est l'occasion d'évaluer les résultats et la viabilité des projets en vue d'améliorer l'élaboration et la mise en œuvre des projets, ainsi que la programmation thématique connexe. Les résultats de cet examen pourront être consultés sur le site Internet du Fonds à la fin de 2017.

Personnel d'appui au Fonds de l'OIM pour le développement

13. Le Gouvernement du Japon finance un administrateur auxiliaire travaillant à temps partiel pour l'Unité du Fonds de l'OIM pour le développement, au Siège. Depuis mars 2017, cet administrateur auxiliaire est un membre indispensable de l'Unité ; il examine les demandes et les rapports concernant des projets, les possibilités de collecte de fonds et les processus existants.

Evaluations a posteriori et constatations initiales

14. En 2017, le Fonds de l'OIM pour le développement est résolu à faire en sorte qu'une évaluation a posteriori soit menée pour tous les projets financés. Toutes les évaluations réalisées en 2017 seront rassemblées et résumées, et les constatations et recommandations principales seront communiquées au premier semestre de 2018.

15. Les constatations initiales ont notamment débouché sur les recommandations suivantes :

- a) Associer le spécialiste du suivi et de l'évaluation à la conception du cadre de résultats du projet. Il est fondamental d'améliorer la planification et la conception des projets pour que les résultats et les indicateurs puissent être correctement formulés et qu'une théorie générale du changement soit clairement énoncée. A l'heure où l'OIM travaille à la mise en place d'une approche de la gestion axée sur les résultats, il est de plus en plus important que ces aspects soient pris en considération pour les nouvelles propositions, étant donné que c'est dès le stade de la planification que l'accent doit être mis sur les résultats ;
- b) Fixer des délais et des cibles moins ambitieux pour éviter de demander des prorogations à coût nul ;
- c) Formuler des interventions selon un mode participatif, en collaboration avec les bureaux de pays compétents de l'OIM et les parties prenantes clés du ou des pays de destination. La formulation des interventions dans le cadre d'ateliers permet d'améliorer le degré d'adhésion des partenaires et leur compréhension des projets, et les encourage à participer activement à la mise en œuvre des activités connexes ;
- d) Intégrer une approche différenciée selon les sexes d'un bout à l'autre de la mise en œuvre des projets. Cela suppose de prendre en considération les inégalités structurelles fondées sur le sexe dans toutes les activités, et plus particulièrement dans tous les documents produits dans le cadre des projets et dans toutes les formations organisées ;
- e) Etablir un plan de communication avant de lancer une nouvelle intervention dans un nouveau pays, surtout si le budget est substantiel, pour éviter tout malentendu ou idée erronée au sujet du soutien apporté par l'OIM. Cette mesure est particulièrement importante quand on travaille au contact de groupes vulnérables ;

- f) Si possible, rester en relation avec le gouvernement après l'achèvement d'un projet, afin de préserver et de développer les résultats obtenus grâce à ce dernier et de tirer parti des capacités et des connaissances en matière de gestion des migrations des gouvernements, de la société civile et d'acteurs du secteur privé, entre autres ;
- g) S'appuyer sur des formations déjà données. Les projets donnant suite à des initiatives financées par le Fonds de l'OIM pour le développement devraient compléter et renforcer des projets passés et se compléter mutuellement selon une approche intégrée des programmes. Etant donné que les acteurs sont les mêmes, les projets en cours devraient bénéficier des projets passés sous l'angle d'une amélioration de la durabilité des résultats ;
- h) Faire mieux connaître les produits des projets. Il demeure nécessaire de renforcer la promotion stratégique de certains documents, tels que les profils migratoires, pour élargir leur audience stratégique à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, et pour encourager leur utilisation aux fins d'élaboration de politiques, de conception de projets, de recherches et d'études, entre autres.

Etats Membres remplissant les conditions requises et allocations : période allant du 1^{er} janvier au 30 septembre 2017

16. Le présent rapport comprend les annexes suivantes :

- Annexe I : Première ligne : Etats Membres remplissant les conditions pour bénéficier des allocations du Fonds de l'OIM pour le développement, par région, au 30 septembre 2017
- Annexe II : Deuxième ligne : Etats Membres remplissant les conditions pour bénéficier des allocations du Fonds de l'OIM pour le développement, par région, au 30 septembre 2017
- Annexe III : Première ligne et deuxième ligne : Tableau de distribution régionale du Fonds de l'OIM pour le développement : Projets approuvés pour la période allant du 1^{er} janvier au 30 septembre 2017
- Annexe IV : Première ligne et deuxième ligne : Résumé financier du Fonds de l'OIM pour le développement pour la période allant du 1^{er} janvier au 30 septembre 2017

Annexe I

Première ligne : Etats Membres remplissant les conditions pour bénéficier des allocations du Fonds de l'OIM pour le développement, par région, au 30 septembre 2017

(total : 119)

Africa 52 Members (44%)	Africa (continued)	Asia and Oceania 30 Members (25%)
Algeria Angola Benin Botswana Burkina Faso Burundi Cabo Verde Cameroon Central African Republic Chad Comoros Congo Côte d'Ivoire Democratic Republic of the Congo Djibouti Egypt Eritrea Ethiopia Gabon Gambia Ghana Guinea Guinea-Bissau Kenya Lesotho Liberia Libya Madagascar Malawi Mali Mauritania Mauritius Morocco Mozambique Namibia Niger Nigeria Rwanda Sao Tome and Principe Senegal Sierra Leone Somalia South Africa South Sudan Sudan Swaziland Togo	Tunisia Uganda United Republic of Tanzania Zambia Zimbabwe	Afghanistan Bangladesh Cambodia China Fiji India Iran (Islamic Republic of) Kazakhstan Kiribati Kyrgyzstan Maldives Marshall Islands Micronesia (Federated States of) Mongolia Myanmar Nepal Pakistan Papua New Guinea Philippines Samoa Solomon Islands Sri Lanka Tajikistan Thailand Timor-Leste Tonga Turkmenistan Tuvalu Vanuatu Viet Nam
	Middle East 2 Members (2%)	Europe 12 Members (10%)
	Jordan Yemen	Albania Armenia Azerbaijan Belarus Bosnia and Herzegovina Georgia Montenegro Republic of Moldova Serbia The former Yugoslav Republic of Macedonia Turkey Ukraine
	Latin America and the Caribbean 23 Members (19%)	
	Argentina Belize Bolivia (Plurinational State of) Brazil Colombia Costa Rica Dominican Republic Ecuador El Salvador Guatemala Guyana Haiti Honduras Jamaica Mexico Nicaragua Panama Paraguay Peru Saint Lucia Saint Vincent and the Grenadines Suriname Venezuela (Bolivarian Republic of)	

Annexe II

Deuxième ligne : Etats Membres remplissant les conditions pour bénéficier des allocations du Fonds de l'OIM pour le développement, par région, au 30 septembre 2017¹

(total : 93)

Africa 32 Members (35%)	Middle East 2 Members (2%)	Asia and Oceania (continued)
Algeria Angola Benin Botswana Burkina Faso Burundi Cameroon Congo Côte d'Ivoire Democratic Republic of the Congo Egypt Eritrea Guinea Kenya Lesotho Liberia Madagascar Mali Mauritius Morocco Mozambique Namibia Niger Rwanda Sao Tome and Principe Senegal Sierra Leone South Africa Togo Tunisia Zambia Zimbabwe	Jordan Yemen	Kiribati Kyrgyzstan Maldives Marshall Islands Mongolia Myanmar Nepal Pakistan Papua New Guinea Philippines Samoa Solomon Islands Sri Lanka Tajikistan Thailand Timor-Leste Tonga Turkmenistan Tuvalu Vanuatu Viet Nam
	Latin America and the Caribbean 18 Members (19%)	
	Argentina Belize Brazil Colombia Costa Rica Ecuador El Salvador Guatemala Guyana Honduras Jamaica Mexico Nicaragua Panama Paraguay Peru St. Lucia Suriname	Europe 12 Members (13%)
	Asia and Oceania 29 Members (31%)	Albania Armenia Azerbaijan Belarus Bosnia and Herzegovina Georgia Montenegro Republic of Moldova Serbia The former Yugoslav Republic of Macedonia Turkey Ukraine
	Afghanistan Bangladesh Cambodia China Fiji India Iran (Islamic Republic of) Kazakhstan	

¹ The Line 2 list of eligible Member States (and budget for each region) cut-off date for the year is 30 June. The Plurinational State of Bolivia, Haiti and Malawi, became eligible for Line 2 funding when they came off the list of Member States with outstanding assessed contributions to the Administrative Part of the Budget which equal or exceed the amount due from them for the preceding two years, which took place after 30 June 2017.

Annexe III

Première ligne et deuxième ligne : Tableau de distribution régionale du Fonds de l'OIM pour le développement : Projets approuvés pour la période allant du 1er janvier au 30 septembre 2017

REGION: AFRICA		
IOM office (benefiting Members and non-members)	Project	Amount funded (USD)

Line 1		
IOM Chad (Chad and Nigeria)	Assessing the Migration, Climate Change and Conflict Dimension in the Lake Chad Region (Chad and Nigeria) – IOM Strategy: activities 3 and 6	75 000
IOM Madagascar (Comoros)	Strengthening Institutional Capacities and Engaging the Diaspora of the Union of the Comoros – IOM Strategy: activities 4 and 8	75 000
IOM Uganda	Support to Uganda's Immigration Training Academy – IOM Strategy: activity 3	80 000
IOM Headquarters (All Line 2 eligible Member States)	Research Support Towards a Common African Position on the Global Compact on Migration – IOM Strategy: activities 3 and 7	100 000
Africa Line 1 allocations to date		330 000
Africa Line 1 available funding (less multiregional and administration allocation)		415 464
Allocations for Africa Line 1 as a percentage of available funding		79%
Allocations for Africa Line 1 as a percentage of total Line 1 available funding		35%

Line 2		
IOM Botswana	Strengthening Labour Migration Management in Botswana – IOM Strategy: activities 3 and 4	120 000
IOM Cameroon	Strengthening the Management of Remittances for the Sustainable Development of Cameroon – IOM Strategy: activities 3 and 4	200 000
IOM Cameroon (Cameroon and Niger)	Assessing the Migration, Climate Change and Conflict Dimension in the Lake Chad Region (Cameroon and Niger) – IOM Strategy: activities 3 and 6	100 000
IOM Egypt (Egypt, Morocco and Yemen)	Strengthening National Capacities in Applying International Standards to Improve Labour Migration Management in the MENA Region – IOM Strategy: activities 3 and 12	300 000
IOM Guinea	Supporting the Government of Guinea in Mobilizing its Diaspora – IOM Strategy: activities 3, 4 and 8	100 000
IOM Kenya	Strengthening the Capacity of the Government of Kenya to Manage National Identity Programmes – IOM Strategy: activity 3	150 000
IOM Morocco	Initiative for Ethical Recruitment in Morocco – IOM Strategy: activities 3 and 12	120 000
IOM Namibia	Strengthening Migration Management in Namibia – IOM Strategy: activity 3	150 000

Annexe III (suite)

REGION: AFRICA (continued)		
IOM office (benefiting Members and <i>non-members</i>)	Project	Amount funded (USD)

Line 2 (continued)		
IOM South Africa	Research on the Socioeconomic Contribution of Migrants in South Africa's Informal Urban Settlements – IOM Strategy: activities 3 and 6	120 000
IOM Zambia	Zambia Migration Profile: Supporting Evidence-based Migration-related Policymaking and Planning in Zambia - Phase II – IOM Strategy: activities 3 and 6	110 000
IOM Zambia (Malawi, Zambia and Zimbabwe)	Promoting a Regional Corridor Approach to Coordinated/Integrated Border Management in Eastern and Southern Africa – IOM Strategy: activity 3	300 000
IOM Zimbabwe	Strengthening the Institutional Capacity of the Zimbabwe Diaspora Directorate for Increased Diaspora Engagement – IOM Strategy: activities 3 and 8	200 000
Africa Line 2 allocations to date		1 970 000
Africa Line 2 available funding (less multiregional and administration allocation)		2 565 285
Allocations for Africa Line 2 as a percentage of available funding		77%
Allocations for Africa Line 2 as a percentage of total Line 2 available funding		27%

Lines 1 and 2		
Africa regional allocations to date		2 300 000
Africa regional available funding		2 980 749
Percentage allocated across the two funding lines		77%

Annexe III (suite)

REGION: MIDDLE EAST		
IOM office (benefiting Members and <i>non-members</i>)	Project	Amount funded (USD)

Line 1		
Middle East Line 1 allocations to date		0
Middle East Line 1 available funding (less multiregional and administration allocation)		18 885
Allocations for Middle East Line 1 as a percentage of available funding		0%

Line 2		
Middle East Line 2 allocations to date		0
Middle East Line 2 available funding (less multiregional and administration allocation)		146 588
Allocations for Middle East Line 2 as a percentage of available funding		0%

Lines 1 and 2		
Middle East regional allocations to date		0
Middle East regional available funding		165 473
Percentage allocated across the two funding lines		0%

Annexe III (suite)

REGION: LATIN AMERICA AND THE CARIBBEAN		
IOM office (benefiting Members and non-members)	Project	Amount funded (USD)

Line 1		
IOM Brazil	Improving Legal Assistance to Migrants in Brazil and Promoting their Access to Labour Market – IOM Strategy: activities 2, 3 and 8	100 000
IOM Jamaica	Promoting Integrity in International Recruitment and Migrant Skill Development in Jamaica – IOM Strategy: activities 3 and 12	100 000
Latin America and the Caribbean Line 1 allocations to date		200 000
Latin America and the Caribbean Line 1 available funding (less multiregional and administration allocation)		179 405
Allocations for Latin America and the Caribbean Line 1 as a percentage of available funding		111%
Allocations for Latin America and the Caribbean Line 1 as a percentage of total Line 1 available funding		21%

Line 2		
IOM Colombia	Gender-sensitive Capacity-building to Manage Irregular Migration Between Colombia and the Bolivarian Republic of Venezuela – IOM Strategy: activities 2 and 5	100 000
IOM Costa Rica	Support in the Design of a Regularization Process for Labour Migrants in Costa Rica – IOM Strategy: activities 2 and 5	150 000
IOM Ecuador	Technical Support for the Ecuadorian Government for the Public Dissemination of the Human Mobility Law and the Transition to the Electronic Passport – IOM Strategy: activity 3	150 000
IOM El Salvador (Belize, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Mexico, Nicaragua, Panama)	Strengthening Public Policies to Protect and Empower Migrant Women in Mesoamerica – IOM Strategy: activities 4 and 7	183 000
IOM Honduras	Honduras Migration Profile: Supporting Evidence-based Migration-related Policymaking and Planning – IOM Strategy: activities 3 and 6	150 000
IOM Nicaragua	Strengthening the Capacities of the National Coalition Against Trafficking in Persons in Nicaragua – IOM Strategy: activities 3 and 11	120 000
IOM Paraguay	Strengthening Migration Management in Paraguay's Border Areas – IOM Strategy: activity 3	150 000
Latin America and the Caribbean Line 2 allocations to date		1 003 000
Latin America and the Caribbean Line 2 available funding (less multiregional and administration allocation)		1 392 584
Allocations for Latin America and the Caribbean Line 2 as a percentage of available funding		72%
Allocations for Latin America and the Caribbean Line 2 as a percentage of total Line 2 available funding		14%

Annexe III (suite)

REGION: LATIN AMERICA AND THE CARIBBEAN (continued)		
IOM office (benefiting Members and <i>non-members</i>)	Project	Amount funded (USD)

Lines 1 and 2		
	Latin America and the Caribbean regional allocations to date	1 203 000
	Latin America and the Caribbean regional available funding	1 571 989
	Percentage allocated across the two funding lines	77%

Annexe III (suite)

REGION: ASIA AND OCEANIA		
IOM office (benefiting Members and non-members)	Project	Amount funded (USD)

Line 1		
IOM China	Supporting China's Engagement in the Global Migration Debate – IOM Strategy: activity 3	100 000
Asia and Oceania Line 1 allocations to date		100 000
Asia and Oceania Line 1 available funding (less multiregional and administration allocation)		236 059
Allocations for Asia and Oceania Line 1 as a percentage of available funding		42%
Allocations for Asia and Oceania Line 1 as a percentage of total Line 1 available funding		11%

Line 2		
IOM Cambodia	Migration and its Impact on Cambodian Children and Families – MICCAF – IOM Strategy: activities 3 and 6	200 000
IOM Fiji (Kiribati, the Marshall Islands and Tuvalu)	Pacific Adaptation through Labour Mobility in the Low-lying Atoll States of Kiribati, Marshall Islands and Tuvalu – IOM Strategy: activities 3 and 4	300 000
IOM Fiji (Tonga)	Capacity Building for Migration and Sustainable Development in Tonga – IOM Strategy: activities 3 and 4	200 000
IOM Kazakhstan (Kazakhstan, Kyrgyzstan and Tajikistan)	Combating Trafficking in Persons by Addressing Online Recruitment in Kazakhstan, Kyrgyzstan and Tajikistan – IOM Strategy: activity 11	200 000
IOM Nepal	Increasing the Capacity of Migrant Resource Centres (MRCs) in Nepal to Foster Safe, Humane and Orderly Migration – IOM Strategy: activities 3 and 12	200 000
IOM Thailand (Cambodia, the Philippines and Thailand)	Supporting National Level Migration Health Coordination Mechanisms in Asia – IOM Strategy: activities 3 and 7	250 000
IOM Solomon Islands (Fiji, Papua New Guinea, Solomon Islands, Vanuatu)	Community Health and Mobility in the Pacific (CHAMP) – IOM Strategy: activity 3	300 000
IOM Viet Nam (Nepal and Viet Nam)	Enhancing Industry Capacity to Implement Ethical Recruitment Models in Viet Nam and Nepal to Protect Migrant Workers in South Korean Businesses' Supply Chains – IOM Strategy: activities 3 and 12	300 000
Asia and Oceania Line 2 allocations to date		1 950 000
Asia and Oceania Line 2 available funding (less multiregional and administration allocation)		2 272 110
Allocations for Asia and Oceania Line 2 as a percentage of available funding		86%
Allocations for Asia and Oceania Line 2 as a percentage of total Line 2 available funding		27%

Annexe III (suite)

REGION: ASIA AND OCEANIA (continued)		
IOM office (benefiting Members and <i>non-members</i>)	Project	Amount funded (USD)

Lines 1 and 2	
Asia and Oceania regional allocations to date	2 050 000
Asia and Oceania regional available funding	2 508 169
Percentage allocated across the two funding lines	82%

Annexe III (suite)

REGION: EUROPE		
IOM office (benefiting Members, non-members and other)	Project	Amount funded (USD)

Line 1		
IOM the former Yugoslav Republic of Macedonia	Community-based Approach to Support Youth in a Targeted Municipality in the former Yugoslav Republic of Macedonia – IOM Strategy: activities 3 and 5	100 000
Europe Line 1 allocations to date		100 000
Europe Line 1 available funding (less multiregional and administration allocation)		94 423
Allocations for Europe Line 1 as a percentage of available funding		106%
Allocations for Europe Line 1 as a percentage of total Line 1 available funding		11%

Line 2		
IOM Armenia	Strengthening Armenia's Identity Management System – IOM Strategy: activity 3	200 000
IOM Belarus	Strengthening the Readmission Capacity of the Republic of Belarus – IOM Strategy: activity 3	100 000
IOM Moldova	Development of Psychological Integrated Services of the Border Police Department in the Republic of Moldova (SPINS) – IOM Strategy: activities 1 and 2	170 000
Europe Line 2 allocations to date		470 000
Europe Line 2 available funding (less multiregional and administration allocation)		952 820
Allocations for Europe Line 2 as a percentage of available funding		49%
Allocations for Europe Line 2 as a percentage of total Line 2 available funding		6%

Lines 1 and 2		
Europe regional allocations to date		570 000
Europe regional available funding		1 047 243
Percentage allocated across the two funding lines		54%

Annexe III (suite)

ADMINISTRATION AND MULTIREGIONAL		
IOM office	Project	Amount funded (USD)

Administration Line 1		
Total		478 000
Allocation as a percentage of available total (Line 1 and Line 2)		5%
Multiregional Line 2		
IOM Headquarters (all Line 2 eligible Member States)	Community-Based Film Production to Promote a Better Understanding of Migration – IOM Strategy: activities 3, 5 and 7	100 000
IOM Headquarters	PRIMA Enhancements and Maintenance	75 000
Allocation as a percentage of available total (Line 2)		2%

Annexe IV

**Première ligne et deuxième ligne : Résumé financier du Fonds de l'OIM pour le développement
pour la période allant du 1er janvier au 30 septembre 2017**

	USD	USD
Line 1		
2017 Operational Support Income allocation	1 400 000	
Recovered funds from completed projects ¹	22 236	
Subtotal Line 1		1 422 236
Line 2		
2017 Operational Support Income allocation	6 127 496	
Recovered funds from completed projects ²	395 928	
Contribution from the Government of Sweden	630 676	
Contribution from the Government of the United States of America ³	350 000	
Private contributions made by individuals online ⁴	287	
Subtotal Line 2		7 504 387
Total available funds		8 926 623

	USD	%
Total allocations made in 2017 under Line 1	1 208 000	85
Balance available: Line 1	214 236	15
Total allocations made in 2017 under Line 2	5 568 000	74
Balance available: Line 2	1 936 387	26

¹ Corresponding to USD 22,236 of recovered funds from 1 July to 31 December 2016.

² Corresponding to USD 59,878 of recovered funds from 1 July to 31 December 2016 and USD 336,050 from 1 January to 30 June 2017.

³ Contribution received in the fourth quarter of 2016 and carried forward to 2017.

⁴ Online donations received from 1 July to 31 December 2016 (gross amount) carried forward to 2017.